

On ne peut pas arrêter une Babouchka !

Au sujet de l'article d'Adelbert Reif, interviewé par Alexandre Rahr : *L'Europe et le cheminement à part de la Russie, dans Die Drei n°1/2012* [traduit en français : DDARAR112.DOC, ndt]

Alexandre Rahr termine l'entretien avec cette phrase : « *La Russie se voit comme Europe, mais une « autre » Europe, non pas dans les traditions de la Rome occidentale, mais dans celles de la Rome orientale, ou selon le cas, de Byzance. À l'Ouest, nous voulons un État juridique qui fonctionne selon des lois claires. La tradition russe s'oriente plutôt sur une « équité ressentie » que sur les lettres de la loi. Je l'avoue : pour nous autres, cela est souvent difficile à comprendre.* »

On va tenter ici de rendre cette « difficulté de compréhension » un peu plus compréhensible. Des écrivains russes importants et clairvoyants partaient des trois piliers sur lesquels reposait le Christianisme en Europe :

1. La « branche de Pierre » à Rome et au Sud des Alpes ;
2. La « branche de Paul », du Protestantisme au Nord des Alpes et ;
3. La « branche Johannique » de l'Orthodoxie, à l'Est de l'Europe, de la Grèce au-delà des Balkans, en Russie.

Cette Église orientale a pris son propre développement en mains, et elle continue de vivre aujourd'hui. Elle vit selon ses lois propres et non pas selon les nôtres. Mais la Russie n'est peut-être pas moins « chrétienne » que notre Chrétienté occidentale. Le Christianisme a survécu en Russie à l'épouvantable bolchevisme, pas simplement — mais il a survécu. Un Russe, qui naquit au temps de Staline rapporte l'histoire suivante :

« C'est alors que survint la Babouchka dans cette sombre et glaciale nuit d'hiver, elle emmaillota le petit-fils nouveau-né dans des châles bien chauds et disparut. Quelques heures plus tard, elle revint, rayonnante, : « *L'enfant est baptisé, son âme est sauvée !* ». Et le Russe devenu adulte aujourd'hui de rajouter : « *Personne ne pourrait jamais arrêter une Babouchka.* »

Puis commença, en 1980, la lente reconstruction des églises et de la vie de l'Église, elle avança irrésistiblement et naturellement invariablement orthodoxe. Cet invariant rattachement à l'époque pré-bolchevique peut éventuellement nous surprendre, peut-être même nous troubler, mais nous ne devrions pas être pédants. Les églises sont pleines aujourd'hui, bien plus pleines peut-être que les nôtres à l'Ouest — et elles sont russes.

Alexandre Rahr : «... *solidarité et l'amour du prochain. Tout cela existe à un stade très rudimentaire. C'est une société capitaliste, dans lequel chacun vit pour soi sous la loi de la jungle.* » Je trouve, que chez nous ce n'est pas terriblement différent. Les Russes ont besoin de temps, pour se développer dans l'avenir. Cela n'est pas assuré, mais Dawāī !

Dawāī ! » Mais je suis optimiste.

Pour finir, il faut parler d'un aspect plus dissimulé. Dans toutes les tyrannies, dans toutes les bureaucraties etc.. : Dans la vie de l'esprit, il y eut, il y a et, à coup sûr, il y aura toujours de petites îles, où règne une incroyable liberté des idées. On a besoin de bonheur, mais on peut avoir aussi de la chance. L'auteur de cette lettre peut témoigner depuis un demi-siècle qu'il a vécu cela. On s'interrogera : « Mais où, donc ? La réponse surprendra encore plus : dans la recherche fondamentale sur l'atome à Bubna, près de Moscou.

ProF. Dr. Reinhard Brandt, Marbourg.

Rupture en Russie *Gerd Weidenhausen*

Si le chef du gouvernement de la Russie, Vladimir Poutine — habituellement pour stopper toutes les attaques verbales vigoureuses, sans plus se distinguer, en incarnant justement une attitude de retenue, ou bien même une auto-réflexivité plus critique — fait savoir qu'il ne deviendra pas, **dans le cas d'une victoire aux prochaines élections** de mars 2012, un « Poutine 2 », alors c'est que, dans le reste de la Russie, quelque chose a dû se passer pour que le représentant central de la puissance d'État et les élites politiques du pays fassent montre d'une telle modestie inhabituelle. Si, ces derniers temps le despotisme et l'aura d'incontestabilité, avec laquelle Poutine s'entoure, ont énervé les Russes, alors c'est que la remarque qu'il s'adresse à lui-même pourrait même carrément faire conclure à un soudaine volte-face de Poutine. À la question d'un journaliste sur sa présente troisième candidature à la fonction de président — Poutine assumait déjà cette fonction par deux fois de 2000 à 2008 — celui-ci s'empressa de répondre, à la vue des protestations massives dirigées principalement contre sa personne, par ces paroles de discernement dans sa faculté personnelle de changement et d'apprendre : « *Tout homme continue à se développer et doit répondre aux exigences d'aujourd'hui et de demain.* » (1)

À la vue des vilaines insultes et allusions obscènes avec lesquelles Poutine avait encore traité auparavant les petits rubans blancs arborés par les manifestants, dans une émission de télévision, ce mélange — même s'il est fragile — de réponse personnelle et de celle d'homme d'État fait l'effet d'un amoureux en train de plaider l'indulgence. Il ne suffit pas de s'interroger pour savoir si le mouvement de protestation, sensibilisé entre temps aux escapades et manœuvres de Poutine — le plus important qu'ait connu la Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique, — se laisse impressionner par une telle tentative de racolage où le cœur n'y est plus qu'à demi. On peut mettre en doute, après tout, ce que cherchait ce mouvement de masse jusqu'à présent comme sorti du néant.

Bien plus pensable pour 2012, c'est le scénario que Poutine soit élu président, quand bien même d'une manière plus étroite qu'attendue, ce qui ne mènerait à rien d'autre qu'à un renforcement du mouvement d'opposition et ménagerait à la Russie des temps bien agités. Dans ce contexte on s'interroge sur la manière dont les *élites* politique réagissent au mouvement de protestation, soit qu'elles se murent dans la dureté du pouvoir d'État ou bien contiennent l'opposition au moyen de réformes politiques avouées, relevant du système politique, en embarquant le peuple avec elles.

Le « roquage »^(a) de Poutine et de Medvedev et le modèle habituel de la réception de la Russie à l'Ouest
Les protestations massives dans de nombreuses villes russes contre les présumées falsifications électorales, lors des élections parlementaires au début de décembre, ne furent pas seulement une expression de la perte de légitimité croissante du tandem Poutine-Medvedev et du « système Poutine », au contraire, elles révélèrent aussi le réveil de la société civile russe. Les revendications du mouvement hétérogène de protestation visent à plus de liberté d'opinion, à la libéralisation du système politique, au retrait de Poutine de la politique et à plus de transparence lors des élections. En y regardant de plus près, le motif de mauvaise humeur était moins les falsifications du vote, lesquelles avaient déjà existé auparavant, que bien plus le petit jeu politique engagé pour la prochaine élection présidentielle.

À son annonce de briguer de nouveau la fonction présidentielle, en mars 2012, Poutine, l'actuelle chef du gouvernement de Russie, ajouta l'outrecuidante explication qu'il en avait déjà discuté depuis longtemps avec Medvedev. Cela fit apparaître, aux yeux de beaucoup de Russes, la lutte de pouvoir entre le « libéral » Medvedev, qui s'efforce à la modernisation, et le conservateur-autoritaire Poutine comme une farce, un théâtre d'opérette politique. La classe moyenne éclairée russe — qui s'est accrue et socialisée même sous le gouvernement de Poutine — se sentit ridiculisée. Il y avait en cela une certaine illusion à ne pas voir non plus l'irrésolution des efforts de libéralisation de Medvedev, que celui-ci sans cesse annonçait. Mais la véritable illusion résulta de l'impression qu'entre Poutine et Medvedev une lutte d'orientation et d'opinion, au sens d'une mise en concurrence des idées, n'était qu'un jeu de dupes et une feinte, de sorte que la démocratie, au plus haut niveau de l'État n'était que simulée et que, donc, la nation n'était que l'objet d'un abus de ce petit jeu politique raffiné.

Mais qu'en était-il de la solution proposée par des technologues politiques autour de Poutine et Medvedev (le plus connu est à désigner ici comme l'éminence grise et l'idéologue en chef du Kremlin, Vladimir Surkov) qui passait pour un arrangement tacite de la puissance d'État d'avec la nation, dont le fonctionnement sans frictions semble à présent menacé par la levée des protestations citoyenne ? C'était une sorte « d'union sacrée » artificielle, caractérisant le « système Poutine » sous forme de cette paisible convention, qui consistait à ce que le peuple renonçât — en échange d'une certaine dose de bien-être et de vie privée non troublée, qu'il n'avait jamais connu jusque là — à son engagement politico-social. Depuis la présidence de Poutine 2000-2008, suivie par celle de Medvedev, le renoncement plus ou moins volontaire du peuple russe à l'autodétermination politique fut récompensé par la stabilité économique et une quantité de bien-être bien dosée, mais il semble qu'avec les récentes protestations citoyennes massives, le compte n'y soit plus.

Les médias d'ici (Allemagne, *ndt*) jubilent déjà à la vue des protestations massives, jamais vues auparavant dans les métropoles russes, en les qualifiant comme une sorte de « printemps arabe » qui viendrait faire cadeau à la Russie, d'un zéphyr chaud sur l'ère glaciaire de Poutine et ouvrir ainsi la perspective d'un dégel qui devrait durer jusqu'à l'élection présidentielle de mars prochain. Dans la

politique extérieure occidentale, la « démocratisation dirigée » — un signe marquant Poutine — est déjà déclarée par les journaux spécialisés comme ayant échoué et elle est aussitôt rattachée au pronostic que la direction russe tentera d'aller à la rencontre de « la perte de confiance dans la population »⁽²⁾ par un cursus de relations plus austères à l'égard de l'Ouest. À partir des protestations citoyennes en Russie, les conséquences ont donc déjà été tirées relativement à une politique occidentale ratée à l'encontre de la Russie. Les ténors principaux de celle-ci, en particulier les politiciens allemands, des gens de l'économie et des diplomates, s'étaient déjà lancés contre les défenseurs et complices de « *cette démocratie dirigée-là, qui a tout à faire avec le dirigisme et rien avec la démocratie* »⁽³⁾. Avec cela l'exigence est avancée d'un changement de politique vis-à-vis de la Russie, que l'on peut lire aussi comme une faible revendication d'un soutien pratique et matériel au mouvement de protestation.

Ainsi, comme si cela ne pouvait pas non plus concerner les États occidentaux de l'OTAN, l'affirmation fut examinée avec soin et avec une jouissance consciente, eu égard à la déchirure dans le système politique russe actuel, que la politique extérieure russe... de ces 15 dernières années « *a* » toujours servi, « *à compenser le déficit démocratique et l'absence de participation du peuple* » ;⁽⁴⁾ une affirmation avec laquelle il est apparemment clairement établi que l'Ouest, dans un futur proche, doit compter sur le pire de la part de cet empire déconcertant de Poutine et de Medvedev.

Avec cela, ces sombres prophéties et imputations belliqueuses dissimulent les causes et effets sans autre forme de procès et laissent deviner implicitement quel sera l'aspect, dans un proche avenir, de la vision occidentale sur les événements en Russie et sur les relations russo-occidentales et comment il faudra la considérer. Sous ces points de vue, il ne serait pas étonnant que les protestations citoyennes en Russie, compréhensibles et légitimes, ne fussent non seulement soutenues de l'intérieur — comme on le suppose bien —, mais aussi instrumentaliser à partir de l'extérieur à des fins de politique extérieure.

Protestations citoyennes issues du milieu de la société

Quel était, outre ces lacunes de crédibilité du tandem Poutine-Medvedev, jouées apparemment d'avance entre eux, le motif concret de ces protestations-là, dont l'étendue laisse conclure à une insatisfaction fondamentale avec les conditions actuelles régnant en Russie ? Et qui, quels groupes, et quelles couches sociales, portent donc ces protestations ? La critique principale faite aux élections de la Douma fut, entre autres, la circonstance enregistrée par l'organisation des observateurs du vote, *Golos*, que, dans de nombreuses régions, d'autres résultats de vote furent introduits dans le système informatique des autorités électorales, que ceux qui « *après le comptage des observateurs et des membres de la commission avaient été confirmés sur des copies des procès verbaux du scrutin.* »⁽⁵⁾ Désavantagé par ce genre de manipulations et d'autres, fut au contraire, en particulier, le parti communiste de Russie (KPRF) qui, en tant qu'unique partie qui eût pu faire paroli ^(b), de facto au parti au pouvoir, « Russie unie ». On falsifia — comme cela était arrivé aussi lors d'élections antérieures — le plus souvent dans les structures d'entreprises, communales et locales, dans lesquelles comme auparavant, dominaient des rapports patriarcaux.

« Y ont contribué » divers mécanismes de groupes de pression dans les universités, dans les entreprises, et cela va sans dire aussi, auprès des militaires et — déjà en terrain avancé — au moyen des informations unilatérales dans les médias d'État. Comme cela a toujours existé depuis l'existence de la Fédération de Russie, peut-être même dans des dimensions plus importantes, le mensonge électoral fut purement et simplement l'étincelle qui alluma la colère commune des citoyens. Néanmoins, il faut mentionner ici, qu'en dépit des voix gagnées par ces manipulations, aucun changement décisif des pourcentages respectifs des partis ne fut observé. Outre la « malhonnêteté » du comptage de voix inexistantes au profit du parti qui gouverne la Douma, ce furent la corruption constante et la bureaucratie paresseuse qui firent sortir dans les rues un large spectre de manifestants passant de l'extrême gauche et des communistes, par les libéraux économiques, jusqu'à l'extrême droite : un mouvement hétérogène que peu de chose, voire rien du tout n'unit, en dehors de la critique des anomalies et des incrustations mentionnées. Dans le cas, plutôt improbable, d'une prise de pouvoir de ce mouvement de protestation polyphonique, il ne

serait pas difficile d'en prévoir l'affrontement interne et l'écroulement anticipé, vu l'absence d'idées politiques capables de l'enflammer en l'unifiant.

Avec cela, à la tête du camp anti-Poutine, il y a actuellement l'ancien vice-premier ministre Boris Nemzov. Mais la véritable star du mouvement d'opposition, c'est le *blogger* Alexeï Nawalnii, qui, lors de la grande manifestation de Moscou le 24.12.2011, avait porté une inscription majeure dans le livre du souvenir, à savoir que l'on était, en effet à tout moment, en situation de « balayer » le gouvernement, mais il s'abstint de le faire, à partir d'un sentiment de responsabilité. Ce personnage culte, en dépit de tout son bien idéal annonciateur de liberté, est carrément mal disposé vis-à-vis de ceux-ci par des propositions qu'il colporte, comme celles, entre autres, illustres, de se débarrasser de l'ensemble des « non-russes » de la région du Caucase. Il saute aux yeux que la toute nouvelle alliance des anciens libéraux, qui se déchirent entre eux, communistes et nationalistes, semble une alliance qui unit purement et simplement l'opposition au « système Poutine ».

Outre ces professionnels de la politique, il existe un mouvement d'opposition, mais en grande partie constitué à partir d'une vaste couche moyenne cultivée, qui réagit d'une manière sceptique au discours des professionnels de la politique et qui semble se fier plus à *Internet* qu'à ceux qui se sont eux-mêmes proclamés meneurs politiques du mouvement d'opposition.

Ce qui semble « piquant », c'est que c'est justement l'architecte de la « démocratie dirigée », à savoir Vladislav Surkov lui-même, qui a classé ce mouvement d'opposition comme « *la meilleure partie de la société* » (6). Il est égal que cette déclaration soit honnête, favorable ou calculatrice, car ce qui est ainsi enregistré généralement, a bien été constaté au moyen d'un sondage du centre Lewada, à savoir que 70% des manifestants ont un diplôme universitaire, 25% appartiennent au milieu des affaires, 12% sont des étudiants, représentant pour 70% des libéraux et 25% des gens de gauche. Cette composition sociale du mouvement de protestation est plus que le spectre hétérogène des acteurs politiques professionnels, ce qui finalement suscite la réflexion, voire même de la nervosité, parmi l'élite politique russe.

Un début de liquéfaction du « système Poutine »

Il existe aussi un premier signe qu'à l'intérieur de l'élite politique et scientifique, le scepticisme et la critique non déguisée grandissent à l'égard de la reprise récente du pouvoir par Poutine, qu'ils proviennent de l'ex-ministre des finances chassé Koudrine, ou bien du titulaire de la chaire des relations internationales de l'Institut d'État de Moscou, Soloweï. C'est ainsi que *Le Spiegel* au début de cette année (7) en vint à la remarquable découverte, que même « *l'élite de Moscou... s'est défait de son égalité d'humeur et de sa peur du Kremlin* », un indice que le « système Poutine » — qui se focalise uniquement sur le maintien de soi en se condamnant au silence — sera condamné à une réforme s'il ne veut pas risquer une scission de la société ou bien même carrément des états ressemblant à une révolution. Des premiers pas de réforme s'annoncent dans cette direction : alors que le président Medvedev dégradait l'architecte de la « démocratie dirigée » et idéologue en chef du Kremlin, au rang de l'un des sept représentants du premier ministre, le chef du gouvernement Poutine annonçait, quant à lui, une simplification de l'enregistrement des partis, le retour à la pratique de l'élection des gouverneurs par le peuple (au lieu de leur nomination par le chef du gouvernement) et de la ré-institution d'un ministère des nationalités.

Aussi replâtrages que puissent apparaître encore ces premières mesures et annonces, elles montrent nonobstant la nervosité des dirigeants et leur préparation au dialogue, la nécessité de laquelle l'ex-ministre des finances Koudrine tenta d'expliquer de la manière suivante, le 24.12.2011 : « *On ne devrait pas seulement parler, mais faire aussi quelque chose. Et l'élection présidentielle du 4 mars devrait avoir lieu sous d'autres conditions. En outre, on doit entamer un dialogue. Sinon nous aurons une révolution, sinon nous manquerons l'opportunité, de mener des changements paisibles et de perdre définitivement la confiance dans le pouvoir.* » (8) Si le régime ne devait pas prendre au sérieux ces paroles médiatrices, exprimées à partir de la raison politique, si une polarisation, avec des protestations de masses, qui ne se dérouleraient plus aussi paisiblement, devait être le résultat de l'absence de visibilité des dirigeants, avec même la conséquence de la sortie de Poutine de la scène politique, alors la question se pose d'une Russie sans Poutine, une question qu'Alexandre Rahr (c) dans son ouvrage, *L'ami glacial* — a examinée et à laquelle il a « répondu » pareillement de la

manière suivante : « Dans aucune grande puissance au monde, la destinée ne dépend autant d'une seule personne dirigeante qu'en Russie. Une Russie sans Poutine — beaucoup d'analystes, peuvent à peine se la représenter. Est-ce que le vide laissé par Poutine pourrait être comblé par Medvedev ou des forces libérales à partir de la génération montante de l'élite ? » (9) Et quelles implications de politique extérieure aurait un tel scénario hypothétique ?

2012, l'année du « reset » du « reset » ?

Le plein de promesses d'un « nouveau départ », initié entre le président des USA et Medvedev, ou selon le cas le « reset » des relations américano-russes est à l'arrêt pour diverses raisons : même si la Russie — après de longues et pénibles négociations — fut acceptée dans l'OMC et signa en décembre 2010 la ratification du traité d'armement *START*, les négociations, si nécessaires à la survie de la Russie échouèrent pourtant sur une défense européenne fondée sur le déploiement de missiles. La Russie voit dans le déploiement dans l'intervalle de ce type de missiles US en Tchéquie et en Pologne, comme une menace massive de son potentiel d'intimidation en cas d'attaque nucléaire des USA. Pour se soustraire à cette possibilité de chantage résultant potentiellement de l'installation de missiles de défense, Moscou a récemment réagi avec des armements et contre-mesures tout aussi massifs. (10) Depuis longtemps déjà, le plan de mise en place de missiles US de défense devant sa porte d'entrée — soi disant conçu contre une menace iranienne — est avancé comme une des questions centrales pour l'ordre futur du monde, car avec cette menace — selon la manière de voir russe — on remet complètement en question la « stabilité stratégique ». Les négociations américano-russes afférentes ont échoué à cause de l'attitude intransigeante des américains — et comme il faut le redouter — elles sont gelées pour toujours.

Pour d'autres raisons aussi l'année 2012 promet de devenir une année difficile pour les relations américano-russes, car dans le cadre du « reset », il y aura après une collaboration partielle qui aura lieu dans le combat contre le terrorisme international en Afghanistan, avec la question de la prolifération de l'armement atomique et avec la question de l'Iran. Car il y a des élections présidentielles dans chaque pays, lesquelles, traditionnellement, durcissent le ton du discours de politique étrangère.

Un avant-goût du refroidissement à venir des relations américano-russes, « normalisées » ces dernières années, est arrivé prématurément comme par hasard sous la forme d'un reproche du ministre des affaires étrangères US, Hillary Clinton, formulé une journée après les résultats des élections au gouvernement russe, que les élections à la Douma avaient été systématiquement falsifiées. Dans ce parangon s'est insérée ensuite, en s'y rattachant sans soudure, la remarque de Poutine que le mouvement d'opposition est gouverné depuis le *State Department* avec l'objectif de déstabiliser la Russie. Il faut encore mentionner, dans ce contexte, un rapport récent des droits de l'homme qui — à l'envers de la pratique occidentale qui se vend bien de la dénonciation des violations russes des droits de l'homme — incrimine cette fois les USA de violations massives des droits de l'homme. (11)

Ce que l'on ne peut pas ne pas entendre, c'est le mécontentement aux USA au sujet du retour que Poutine a en vue à la fonction de Président, car on attendait nonobstant avec espoir chez Medvedev un désir américain vis-à-vis d'être un partenaire de discussion plus accessible. Ce qu'on ne peut pas ne pas entendre non plus, c'est que la Russie — et avant tout sous l'initiative de Poutine — s'est ouverte depuis longtemps à la Chine, après que l'Ouest, et surtout aussi l'Europe de l'Ouest, a jeté au vent une abondance d'offres russes et d'invitations stratégiques dans le domaine d'un ordre de sécurité dans l'ensemble du domaine européen. Postérieurement, on a attribué facilement — en prévision de l'arrogance et la présomption propre à la Russie — à une attitude anti-occidentale, que l'Ouest a lui-même fait naître d'ailleurs, d'une part, au moyen une politique systématique d'encercllement militaire par l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, et d'autre part, par une politique qui fait la sourde oreille vis-à-vis du désir d'intégration russe dans la « communauté des valeurs » occidentale.

À cette occasion, on devrait commencer à comprendre dans l'Europe actuellement secouée par la crise — pour citer une fois encore Alexander Rahr — qu'à l'avenir « la Russie sera historiquement nécessaire à l'Europe » (12).

Die Drei, n°2/2012

Notes :

- (1) Cité d'après : *Voix de Russie*, 28.12.2011 <http://german-rurs.ru/print/63077573.html>
- (2) Ainsi par exemple B. Stephen Meister dans sa contribution *La modernisation dirigée échoue* du 07.12.2011 dans la revue *Politique internationale du DGAP*, <http://dgap.org/de/article/20119/print>
- (3) Daniel Bröbler dans la *Süddeutsche Zeitung*, 27.12.2011: *Pourquoi l'Allemagne doit prendre au sérieux ceux qui critiquent le Kremlin*, <http://www.sueddeutsche.de/politik/2.22o/protest-bewegung-in-russland-warn>
- (4) Stephan Meister, à l'endroit cité précédemment.
- (5) *Rußland-Aktuel*, 09.12.2011. Alexander Unzicker : *Falsifications électorales partout: l'opposition porte plainte*.
- (6) Cité d'après *Rußland-Aktuel*, 27.12.2011: *Qui va dans la rue: La classe moyenne russe*.
- (7) N°1 / 2.1.2012.
- (8) Cité d'après : *Voix de Russie*, 27.12.2012.
- (9) Alexander Rahr : *L'ami glacial*, Munich 2011. p.87.
- (10) Voir à ce propos : RIA NOVOSTI, 29.12.2011 : *Une réponse qui n'est pas annoncée au bouclier de missiles US*, <http://de.rian.ru/opinion/20111229/262378870.html>
- (11) Spiegel online, 29.12.2011 : *Moscou règle ses comptes avec les USA. Rapport russe des droits de l'homme*.
- (12) *L'Europe et le cheminement à part de la Russie* : Adelbert Reif en conversation avec Alexander Rahr, *Die Drei* 1/2012 (traduction française(DDARAR112) disponible auprès du traducteur§ et aussi Alexander Rahr : *Internationale politik*, 1.1.2009, <http://zeitschrift-ip-dgap.org/de/article/14616/print>.

Notes du traducteur :

- (a) Roquage, au sens du verbe « roquer » au jeu d'échecs : soit « déplacer une tour à côté de la case du roi et faire passer celui-ci de l'autre côté de la tour, lorsqu'il n'y a aucune pièce entre eux ». (Source : *Petit Robert*). En fait le jeu entre Potine et Medvedev, serait à proprement parler au sens « propre » : une tour de passe-passe.
- (b) Terme d'origine italienne, du napolitain *paro*, « égal » : le double de la mise antérieure, lorsqu'on vient de gagner au jeu. *Faire paroli* (*Petit Robert*).
- (c) Dans le précédent numéro de *Die Drei* 1/2012, a été publié en allemand une interview d'Alexander Rahr par Adelbert Reif, à l'occasion de la parution de son ouvrage *L'ami glacial* ; elle est traduite et disponible en français (auprès du traducteur, DDARAR112).